

**RAPPORT N°2024/6-13
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

OBJET : COMMUNE DE SAINTE MARIE- PARCELLE AT 1545- AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU BAIL CIVIL AVEC CBO TERRITORIA

La société CBo Territoria est propriétaire de la parcelle cadastrée AT 1545 située à Bois Court sur la commune de Sainte-Marie.

Au cours de l'année 2021, la société CBo Territoria a constaté que la CINOR entreposait des poubelles sur la parcelle précitée, sans autorisation, précisant que cette occupation augmentait de façon accrue les risques environnementaux, tels que les incendies liés au stockage de matériaux en plastiques.

Cette parcelle avait fait l'objet d'une autorisation accordé à l'ancien exploitant du site SAS VILLAGE BIENVENUE aux fins de parking, autorisation qui a pris fin avec le départ de l'exploitant courant 2018.

Par ordonnance en date du 5 octobre 2022, le Tribunal Administratif a enjoint la CINOR à déclarer le stockage de conteneurs à ordures auprès des services de la Préfecture et ce sous astreinte de 100,00 € par jour de retard au-delà d'un mois à compter de la notification de la décision. Il l'a également condamné au paiement de la somme de 3.000,00 € au titre des frais du litige.

Le 4 novembre 2022, la CINOR a déposé une déclaration d'ICPE auprès de la Préfecture.

Les négociations menées avec CBO Territoria en 2023, ont abouti à une solution amiable et la conclusion d'un bail civil autorisant la CINOR à occuper 7 000 m² de la parcelle AT 1545, d'une durée de 15 mois à compter du 1^{er} octobre 2023, moyennant un loyer en principal d'un montant de 12 395€ (Douze mille trois cent quatre-vingt-quinze euros) Hors taxes et Hors charges.

Le bail en cours arrivant à échéance au 31 décembre 2024, il est proposé de conclure avec CBO Territoria un avenant au bail d'une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2025, moyennant un loyer mensuel d'un montant de 1 750 € Hors taxes et Hors charges.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Autoriser le Président à signer l'avenant n° 1 au bail civil joint en annexe, d'une durée de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2025 moyennant un loyer mensuel d'un montant de 1 750 € Hors taxes et Hors charges
- Autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2024/6-13
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

OBJET : COMMUNE DE SAINTE MARIE- PARCELLE AT 1545- AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU BAIL CIVIL AVEC CBO TERRITORIA

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le rapport n° 2024/6-13 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'autoriser le Président à signer l'avenant n° 1 au bail civil joint en annexe, d'une durée de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2025 moyennant un loyer mensuel d'un montant de 1 750 € Hors taxes et Hors charges

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférents.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 23 DEC 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-13-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024